



Luxembourg, le 28 septembre 2010

Références: **16018 – 26 C**
Ville de Luxembourg
Affaire suivie par Germain Ruscitti

Votre référence:

Monsieur
Francois Dahm
Interesseveräin Gaasperech asbl
29, rue Benjamin Franklin
L-1540 Luxembourg

Monsieur,

Suite à votre lettre du 3 août 2010 constituant une réclamation dirigée contre l'adoption définitive du 16 juillet 2010, par le conseil communal de la Ville de Luxembourg, du projet d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Gasperich, commune de Luxembourg, au lieu-dit « Grossfeld îlots A,B,C », présenté par l'Administration Communale, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe copie de la décision que j'ai prise au sujet dudit projet.

Conformément à l'article 7 de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, tel qu'il a été modifié par la loi du 21 juin 1999, recours en annulation devant le tribunal administratif est ouvert contre la présente décision, dans un délai de trois mois dès réception de la présente, à peine de forclusion.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Ministre de l'Intérieur
et à la Grande Région

Jean-Marie HALSDORF



Luxembourg, le 20 septembre 2010

Références: **16018 / 26C**
Ville de Luxembourg

Affaire suivie par Isabelle Ludwig
AVR/sk

Annexes :

Monsieur le bourgmestre
de la Ville de
Luxembourg

Monsieur le bourgmestre,

Je tiens à vous informer que j'approuve sur la base de l'article 18 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain la délibération du 16 juillet 2010 du conseil communal portant adoption du plan d'aménagement particulier concernant des fonds sis à Gasperich, au lieu-dit « Grossfeld, îlots ABC », présenté par les autorités communales.

La réclamation émanant du syndicat d'intérêts locaux de Gasperich est recevable en la forme et quant au fond non motivée.

En effet, il faut relever que le plan d'aménagement particulier pré mentionné ne prévoit pas un prolongement de la rue F. Hogenberg, alors que ni l'assiette actuelle, ni les fonds directement adjacents à la rue existante, font partie des terrains concernés par le projet.

De plus, s'il est vrai que le concept « IVL » est dépourvu d'effets juridiques, force est toutefois de préciser que rien ne s'oppose à ce que la Ville de Luxembourg se fait siennes les lignes directrices y retenues afin de définir et de cadrer le développement urbanistique de la Ville. Dans ce contexte, je peux me rallier entièrement aux explications formulées par Monsieur le bourgmestre de la Ville de Luxembourg lors de la réunion du collège échevinal avec le réclamant du 5 juillet 2010 ayant pour objet l'aplanissement des difficultés.

L'argument ayant trait au maintien de la ceinture verte à l'extrémité sud-ouest de la Ville de Luxembourg est également à écarter, alors que le plan d'aménagement particulier est essentiellement destiné à exécuter et à préciser le plan d'aménagement général en cet endroit, le principe d'une urbanisation de ces lieux étant déjà arrêté par le plan d'aménagement général.

Pour ce qu'il y est des conséquences invoquées par le réclamant ayant trait aux problèmes d'éventuelles inondations ou d'atteintes aux eaux souterraines, il y a lieu de relever qu'il s'agit de les résoudre au niveau de l'exécution du projet. Evidemment y a-t-il lieu de requérir toutes les autorisations nécessaires en vertu de l'article 23 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

En ce qui concerne les questions des cessions des fonds réservés à des aménagements publics, il importe de relever que l'article 34 de la loi du 19 juillet 2004 n'impose pas d'office une cession gratuite d'un minimum de

25 %, mais stipule que le promoteur doit céder les terrains réservés aux aménagements publics gratuitement à la commune pour autant que ces surfaces ne dépassent pas le quart de la surface totale par projet.

Il est évident que tout développement urbain et toute création d'un nouveau quartier génère du trafic supplémentaire. Force est toutefois de préciser que le concept « IVL » a justement retenu le « Ban de Gasperich » et la « Cloche d'Or » comme projets clé en raison de leur potentialité de pouvoir réaliser un transport public efficace visant à terme un modal split 40/60.

Quant à l'obligation du promoteur de créer des logements sociaux, il est vrai que le projet, vu qu'il dépasse une superficie d'un hectare, est soumis aux dispositions de l'article 29(5) de ladite loi du 19 juillet 2004. Les conditions et le prix de vente, respectivement de location, sont arrêtés dans la convention ayant trait à l'exécution du projet, à établir entre le promoteur et la Ville de Luxembourg. L'article 29 (5) de la loi ne prévoit pas de règlements grand-ducaux à cet effet.

Finalement, la présence éventuelle de vestiges historiques a été portée à la connaissance du promoteur et du Musée national d'Histoire et d'Art, de sorte que les fouilles nécessaires peuvent être effectuées lors des travaux de terrassement. De même, aucune preuve n'est fournie par le réclamant quant à la présence d'obus non explosés provenant de bombardements pendant la 2^e guerre mondiale.

Le Ministre de l'Intérieur
et à la Grande Région



Jean-Marie HALSDORF